

Paris, 30 mai 2018

Mesdames et messieurs les sénateurs,

Je suis Véronique David-Martin, la coéditrice du livre *In Limbo*, un recueil de témoignages de citoyens européens vivant en Grande-Bretagne et qui sont affectés par le Brexit. Je viens vous parler aujourd'hui du prix humain derrière les statistiques.

Car le Brexit, c'est aussi et surtout un drame humain et même, dans certains cas, une véritable tragédie. Nous ne sommes pas une masse sans visage, comme voudraient le faire croire les tabloïdes britanniques ; nous sommes des individus en situation de détresse, car on nous menace de tout perdre (sécurité, emploi, maison et même famille) alors même qu'on nous a retiré le pouvoir de nous défendre. En effet, nous n'avons pas eu le droit de voter au référendum et nous ne pouvons rien faire quand le gouvernement menace de nous retirer nos droits rétrospectivement et même de nous expulser en nous séparant de nos familles, s'ils décident soudain que nous sommes illégaux.

Le drame humain du Brexit nous affecte tous, mais je n'ai le temps de vous parler ici que de quelques cas vulnérables.

Par exemple, de nombreuses personnes âgées se sentent menacées parce qu'elles ne contribuent plus directement à l'économie et craignent d'être expulsées comme cela est arrivé aux citoyens britanniques de la génération Windrush – un scandale très récent dont vous avez dû entendre parler.

Les gens comme moi, mariés à des Britanniques depuis des années ou même des décennies, ont appris que leurs années de vie en couple ne comptent pour rien et craignent de faire partie, après le Brexit, des 15.000 familles déjà séparées par Theresa May depuis 2011 : ces familles déchirées qu'on appelle les « Skype families ».

Tous ceux et celles qui ont perdu leur emploi à cause du Brexit et ne peuvent pas en trouver un autre à cause de la préférence nationale (favorisée par la rhétorique du gouvernement et des tabloïdes) se retrouvent dans des situations extrêmement précaires.

Tous ceux et celles enfin qui sont affectés par la xénophobie vivent dans la peur et souffrent mentalement et physiquement.

Murielle a dû quitter sa vie en GB après 8 ans en laissant, la mort dans l'âme, sa fille et sa petite-fille. Incapable de trouver un emploi à cause de sa nationalité ; vivant dans l'incertitude de pouvoir continuer à toucher des allocations de chômage et écrasée par la xénophobie rencontrée au quotidien à cause de son accent français. Comme elle n'avait plus de famille en France, elle a dû tout redémarrer à zéro.

Marianne, mère de quatre jeunes enfants et divorcée, qui pour les mêmes raisons que Murielle ne peut pas trouver d'emploi, qui craint aussi de perdre ses allocations car on l'a déjà menacée de les perdre, mais qui, elle, ne peut pas quitter la GB sous peine de perdre ses enfants. Sa situation n'est déjà pas facile mais le Brexit l'a rendue tragique.

Nathalie, mère de trois enfants et de santé fragile, et son mari britannique ont été obligés de vendre leur maison en Angleterre car elle craignait de se retrouver sans accès à la médecine anglaise et ne voulait pas que ses enfants grandissent dans une atmosphère toxique de xénophobie. Elle est partie en France avec ses deux plus jeunes enfants et a dû laisser son mari, qui a son travail en Angleterre, et son fils aîné. Pour elle repartir en France, même si elle aime son pays natal, ce n'est pas « rentrer chez elle », c'est s'exiler de sa famille.

La xénophobie est en plein essor depuis le référendum : le mois dernier des jeunes du Lycée Français de Londres se sont fait insulter dans le bus par des lycéens anglais parce qu'ils parlaient français et que le Brexit signifiait qu'ils n'étaient plus les bienvenus. Lorsqu'ils sont descendus du bus pour éviter leurs agresseurs, ces derniers les ont suivis et les ont attaqués physiquement.

Une de mes amies proches, Virginie, s'est fait insulter et attaquer dans un train bondé il y a quelques semaines avec son jeune fils métisse de onze ans. Ses attaquants étaient quatre Anglais dans la cinquantaine, qui les ont menacés avec des propos xénophobes et racistes. Ils ont eux aussi mentionné le Brexit comme justification de leur attitude.

Une autre Française, Caroline, qui a travaillé dans la même entreprise depuis des années, s'est fait convoquer récemment par son patron qui lui

a demandé de changer son accent français parce que ça ne faisait pas professionnel. Pour couronner le tout, son petit garçon est rentré en larmes de l'école quelques jours après, parce qu'il était mal traité à cause de sa nationalité française.

Nombreux sont les enfants traumatisés par le Brexit. Comme cette petite-fille de sept ans qui n'a demandé qu'une seule chose au Père Noël : de pouvoir garder sa Maman européenne en Grande-Bretagne avec elle et son Papa anglais.

Des histoires comme ça, nous en entendons tous les jours. Et je ne vous parle pas des attaques physiques graves qui sont elles aussi trop nombreuses. Je ne vous parle pas non plus des détentions d'Européens innocents dans des centres de rétention pour des périodes illimitées, ni des expulsions qui ont dramatiquement augmenté depuis le référendum.* Nous n'avons aucune confiance en ce gouvernement, au contraire.

La détresse humaine entraînée par le sentiment d'être rejetés et trahis par notre pays d'adoption est extrêmement profonde. Nombreux sont les Européens qui souffrent de dépression et d'angoisse au point de devoir prendre des congés maladie. Nous avons aussi eu quelques cas de suicides.**

Le prix humain du Brexit est terrible. Nous, Français du Royaume-Uni, avons besoin de nous savoir soutenus par l'Europe et surtout par la France. Besoin d'être soutenus sur le terrain au niveau du Consulat ou de l'Ambassade et aussi, comme l'a expliqué Sylvie, lors de notre retour en France. J'espère avoir pu vous sensibiliser à notre situation pénible et précaire. Merci de votre aide et de votre compréhension.

* « 5,301 EU nationals were deported (or 'returned') from the UK in the year ending June 2017, 20% more than the year before, and another 2,726 were refused entry. And almost 5,400 EU nationals were detained at some point last year. » Almuth's testimony, April 2018.

** Une étude à ce sujet a démarré à l'université d'Édimbourg.